



Discourses on Society

Roads to the Future of the Social Sciences in Switzerland

Verbundkoordination: Prof. Dr. Claudia Honegger - Universität Bern

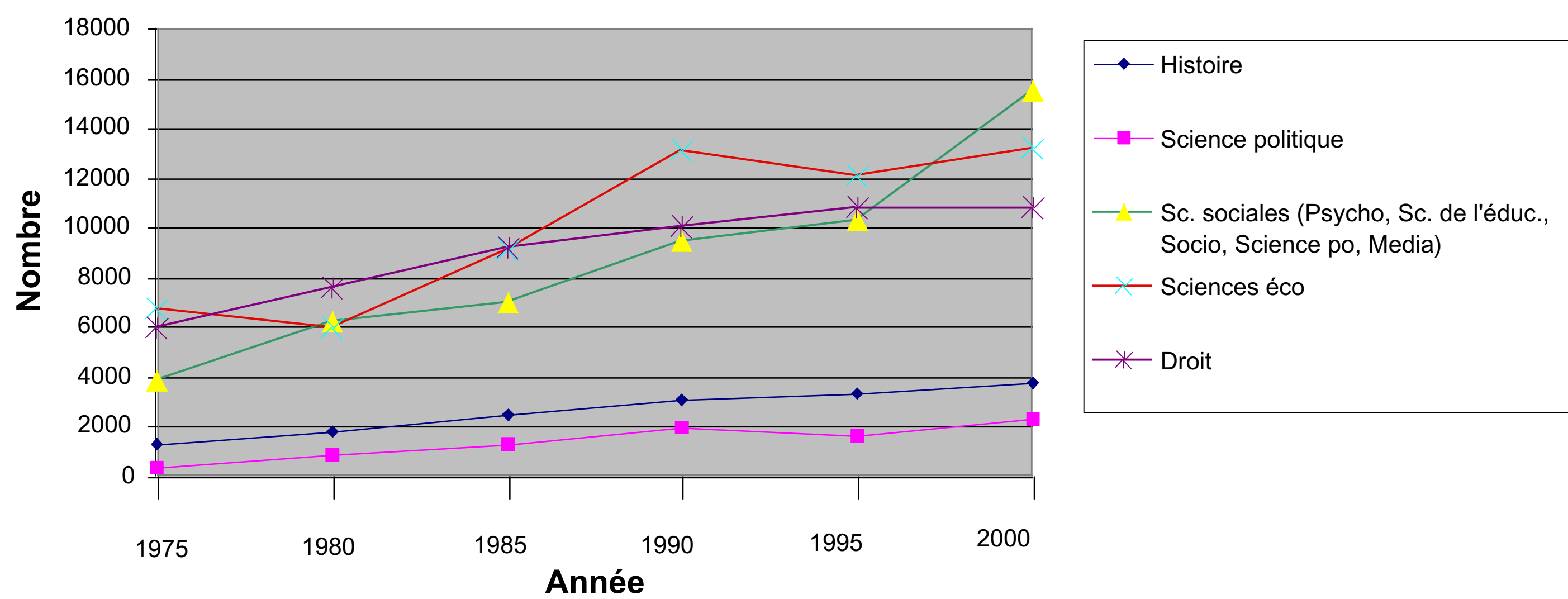
Gegenstand des Forschungsvorhabens sind die neueren institutionellen und epistemischen Entwicklungen innerhalb der Schweizer Sozial- und Wirtschaftswissenschaften. Untersucht werden die Geschichtswissenschaft, die Statistik, das Staatsrecht und die Politikwissenschaft (Projekt 1) sowie die Nationalökonomie und die Betriebswirtschaftslehre (Projekt 2).

Gemeinsame Forschungsinteressen der zwei Teilprojekte:

- Institutionelle Ausbildung der verschiedenen Disziplinen innerhalb der schweizerischen akademischen Landschaft unter besonderer Berücksichtigung der unterschiedlichen Hochschulsysteme und Sprachkulturen.

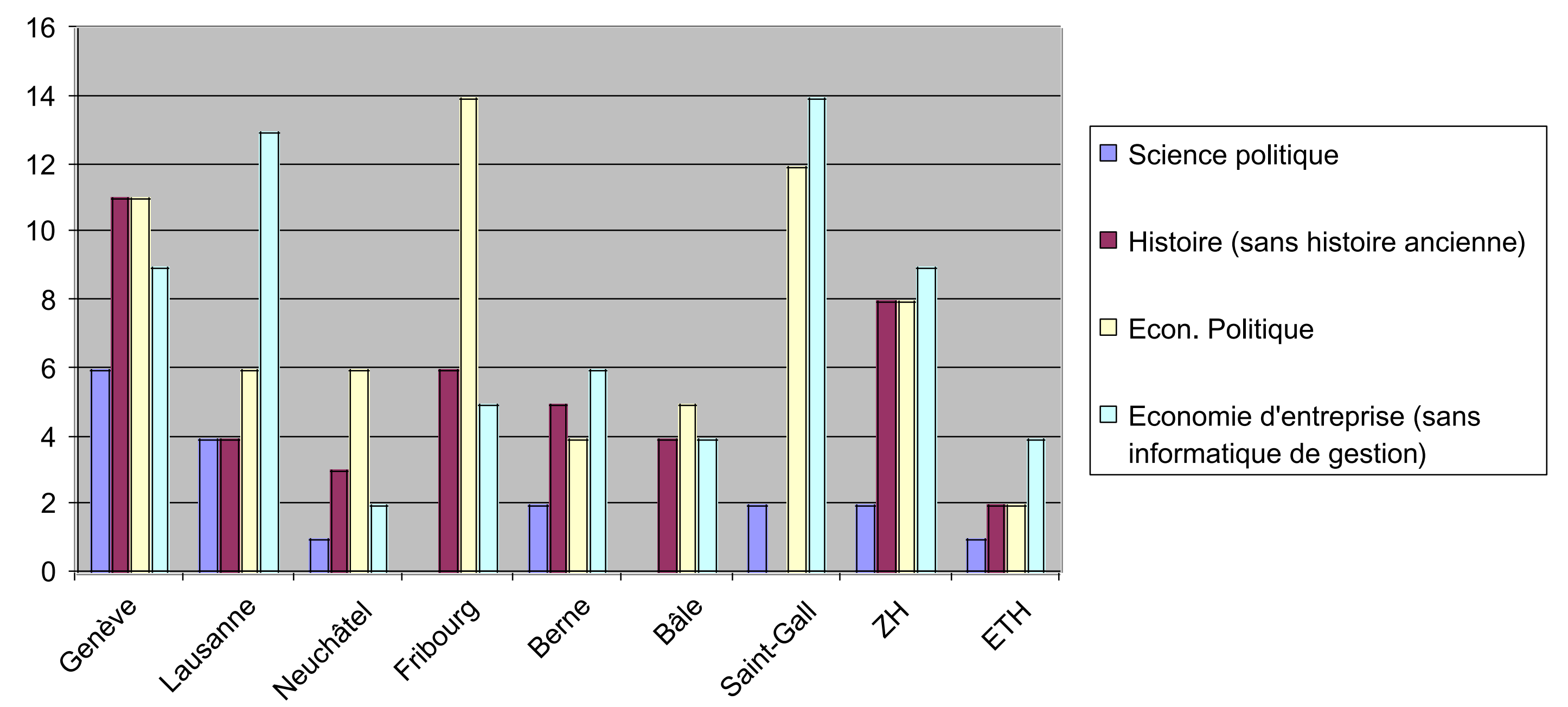
- Neuere Differenzierungsprozesse innerhalb der Sozial- und Wirtschaftswissenschaften sowie die Akzeptanz und eventuelle Beeinflussung dieser Prozesse durch staatliche oder gesellschaftliche Akteurguppen.
- Interdependenz zwischen der disziplinären Entwicklung in den untersuchten Fachgebieten und den Veränderungen des sozialen und ökonomischen Umfeldes in der Schweiz, d. h. die Einbettung der disziplinären Entwicklung in Diskurse und Praktiken betreffend Staat, Gesellschaft und Wirtschaft.

Evolution étudiants 1975-2000
Source: OFS-SHIS (PDu)



- Le nombre d'étudiants augmente durant cette période de 80% en droit, de 97% en sciences économiques, de 192% en histoire et de 642% en science politique. De 1975 à 2000, le taux général d'augmentation pour l'ensemble des étudiants en Suisse est de 84%.
- L'histoire connaît sa plus forte croissance entre 1975 et 1985, moment qui correspond par ailleurs à un profond renouvellement sur le plan méthodologique.
- La croissance phénoménale de la science politique est à relativiser en fonction de la «jeunesse» de la discipline qui connaît ses premières chaires en 1959. La discipline connaît toutefois un taux de croissance plus important que les autres disciplines des sciences sociales, à l'exception de la période 1995-2000 caractérisée notamment par l'essor des «sciences des médias».
- Les sciences économiques connaissent pour leur part leur plus grand développement entre 1980 et 1990. L'évolution de l'économie politique et de l'économie d'entreprise est comptabilisée de manière séparée depuis 1997 seulement: au cours de cette période, la proportion des étudiants en économie d'entreprise par rapport à celle des étudiants en économie politique est d'environ 7 pour 1.

Chaires par discipline 1990



- Sur le plan de l'histoire, poids dominant de Genève et Zurich dans l'enseignement (respectivement 11 et 8 chaires) et de Zurich dans le domaine de la recherche (26 thèses «zurichoises» sur 35 au plan national en 1989/1990).
- Sur le plan de la science politique, prédominance romande avec Genève et Lausanne. A remarquer l'absence de chaires dans ce domaine à Bâle et à Fribourg.
- Pour les sciences économiques, et en ce qui concerne la Suisse romande, primauté de Lausanne pour l'économie d'entreprise tandis que Fribourg développe davantage l'économie politique. Dans une perspective comparée à l'échelon national, Genève constitue également un pôle de compétence dans les deux disciplines. En Suisse alémanique, pôles majeurs constitués par Saint-Gall et Zurich, tous les deux avec une légère prédominance en économie d'entreprise.
- La comparaison des quatre disciplines met en évidence la suprématie, dans toutes les Universités, de l'une ou l'autre des deux filières des sciences économiques, à l'exception de Genève.

Projekt 1: Memory, Measuring and Politics

History, Statistics and Political Science in Modern Society: the Swiss Example

Leitung: Prof. Dr. H. U. Jost, Lausanne - Mitarbeit: Dr. F. Vallotton

Hypothèses de travail

Il existe selon nous une forte interdépendance entre l'évolution de la société helvétique de l'après-guerre et le développement de branches étroitement reliées à la politique et à l'Etat. Cette réflexion a été conduite en trois temps:

- description des grandes étapes du développement institutionnel de l'histoire, de la science politique (droit public) et de la statistique en Suisse, et cela depuis le début du 19e siècle
- mise en exergue des différents changements paradigmatiques intervenus au sein des disciplines considérées depuis la Seconde Guerre mondiale
- présentation des liens entre science et société suivant trois angles d'approche:
 - éclairage du rapport entre évolution disciplinaire et demande sociale sur la base de statistiques concernant l'activité professionnelle des licenciés dans nos trois domaines respectifs
 - réception de ces diverses disciplines au sein de l'espace public à travers trois études de cas: la Commission Bergier, le développement de la démoscopie en Suisse et plus spécialement la généralisation des enquêtes VOX, enfin la construction des indices économiques et de certaines statistiques sociales
 - analyse de la fonction d'expertise assumée par les universitaires dans la société helvétique de l'après-guerre

Développement des sciences sociales 1848-2000

1848-1899: Genèse des sciences sociales et économiques dans le contexte universitaire

Premier développement des disciplines (création de chaires, revues spécialisées, sociétés scientifiques) et des Universités modernes. Rôle de la création de l'Etat fédéral, puis de la grande crise des années 1870, dans la mise en place d'une statistique officielle et dans l'institutionnalisation de l'économie politique; fondation de la Société suisse des juristes en 1861, laboratoire de la construction législative.

1899-1939: Institutionnalisation et internationalisation

Internationalisation des sciences sociales sous l'impulsion de personnalités comme Ludwig Stein (philosophie, Berne), Abroteles Eleutheropoulos (sociologie, Zurich), Naum Reichesberg (économie politique et statistique, Berne), Robert Michels (économie politique et statistique, Bâle), Vilfredo Pareto (économie politique et sociologie, Lausanne). Constitution de l'Ecole des sciences sociales et politiques de Lausanne en 1911 et de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales à Genève en 1915. En 1927, création à Genève de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales; en 1938 congrès international des sciences historiques à Zurich.

1939-1960: Sous l'emprise de la guerre et de la guerre froide

Création du FNRS (Premier août 1952), forte implication de l'Etat dans l'écriture de l'histoire (projet de Livre blanc en 1945 et rapport Ludwig commandé en 1954), échec de la constitution d'une première association suisse de science politique en 1951. Durant cette période, les sciences sociales sont délaissées au profit de recherches en sciences dures, la recherche atomique notamment.

1960-1973: Innovation et différenciation

Développement d'instituts ou d'équipes de recherches en économétrie et en Operations Research. Lente émergence d'une histoire sociale. Création de l'Association suisse de science politique (1959), constitution du Forschungszentrum für Geschichte und Soziologie à Berne (dir: Gruner, 1965); en 1969, un Département de science politique est créé à Genève. Toutefois, forte méfiance des élites politiques et économiques envers les sciences sociales, particulièrement dans l'après-68. Création en 1965 du Conseil suisse de la Science et de différents organes d'échanges et d'information entre milieux politiques et scientifiques.

1974-1985: Planification

Renouveau historiographique (Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses, 1982), autorisé entre autres par la mise en place d'une loi sur les archives plus libérale. Sur un plan plus général, l'Etat affirme, avec la crise pétrolière, l'importance d'une politique de la recherche au service des intérêts de l'économie et de la société. Parmi les domaines à soutenir plus particulièrement: sciences de l'éducation et sciences sociales (rapport CSS, 1973). Création des PNR en 1976 et promotion d'une recherche «praxiologique». Développement de la science administrative; création de l'IDHEAP en 1981.

1985-2000: Retrait de l'Etat – autorité croissante du modèle managérial

Réduction des budgets, période de crise paradigmatique et scientifique. Nouveaux mots d'ordre imprègnent la politique de la recherche et de la formation: efficacité, ouverture vers la société civile et l'économie, meilleure coordination. Réorganisation des hiérarchies au sein des sciences sociales; perte de poids de l'histoire tant sur un plan paradigmatique que social; caractère hybride de la science politique suisse entre autonomie scientifique et fonction d'expertise. Nouvelle loi fédérale sur la statistique (1992).

Projekt 2: Realities and Rationalities

Economic and Social Sciences in Switzerland

Leitung: Prof. Dr. C. Honegger, Bern - Mitarbeit: lic. phil. S. Burren, lic. phil. P. Jurt

Arbeitshypothesen

Die Entwicklungstrends wirtschaftswissenschaftlicher Theoriebildung und die Institutionalisierung der Nationalökonomie zeigen die veränderte Stellung der Ökonomie innerhalb der Sozialwissenschaften. Die schweizerische Nationalökonomie war lange durch einen starken Praxisbezug geprägt und stand vor allem im Dienste der praktischen Wirtschaftspolitik. Mit der Durchsetzung des international dominanten, modelltheoretisch-formalisierten neoklassischen Paradigmas autonomisierte sich die Volkswirtschaftslehre zusehends. Diese Autonomisierung trug auch dazu bei, dass die Betriebswirtschaftslehre durch ihren «hybriden» Charakter, ihre starke praxisorientiert-empirische Ausrichtung zusehends an Zulauf gewann.

- Institutionelle Ebene: Rekonstruktion der Genese und Struktur des wirtschaftswissenschaftlichen Feldes in der Schweiz.
- Epistemische Ebene: (diskurs-)analytische Aufarbeitung von historischem Material und prosopographische Analyse der Akteure. Rekonstruktion der Produktion und Diffusion des wirtschaftswissenschaftlichen Diskurses.
- Kombination der institutionellen und epistemischen Ebene: Verhältnis und Korrelation von wissenschaftlichem und (wirtschafts-)politischem Feld (Expertenrolle von Wissenschaftlern).

Entwicklung der Wirtschaftswissenschaften 1848-2000

1848-1899: Genese der Sozial- und Wirtschaftswissenschaften im universitären Kontext

Die Bundesstaatsgründung von 1848 verstärkt die Sichtbarkeit und die Relevanz der gesamtschweizerischen Wirtschaftsprobleme. Die Nationalökonomie institutionalisiert sich im akademischen Lehr- und Forschungsgefüge als eine Disziplin mit eigenständigem Erklärungsanspruch. Bruno Hildebrand, der das erste schweizerische Ordinariat für Nationalökonomie in Zürich inne hat (ab 1851) gibt die «Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik» heraus und eröffnet das erste statistische Büro der Schweiz: Gründung der «Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft» in Bern (1864).

1899-1939: Institutionalisierung und Internationalisierung

Gegen Ende des 19. Jahrhunderts wird in der Schweiz parallel zur fortschreitenden universitären Verankerung der Nationalökonomie auch über die Gründung einer eidgenössischen Handelshochschule diskutiert. 1899 wird in St. Gallen die Handelsakademie eröffnet (ab 1911: «Handelshochschule»; ab 1938: Promotionsrecht). In Zürich entsteht mit der Berufung Johann Friedrich Schärs (1903) das erste Ordinariat für Handelswissenschaften (später: Betriebswirtschaftslehre) an einer deutschsprachigen Universität. Im Rahmen dieser ersten Bestrebungen zur Institutionalisierung der Betriebswirtschaftslehre im schweizerischen Hochschulsystem werden an verschiedenen Universitäten weitere Lehrstühle gegründet.

1939-1960: Unter dem Einfluss von Krieg und Kaltem Krieg

Im Kontext des Krieges treten wirtschaftspolitische Fragestellungen stärker in den Vordergrund. Die Nationalökonominnen agieren im Dienste der praktischen Wirtschaftspolitik. Die Betriebswirtschaftslehre konzentriert sich insbesondere in der Nachkriegszeit auf Fragen des Rechnungswesens. Der institutionelle Ausbau der Betriebswirtschaftslehre wird in dieser Phase kaum vorangetrieben. Gründung der Vereinigung Schweizerischer Betriebswirtschaftler (1952).

1960-1973: Innovation und Ausdifferenzierung

Die schweizerische Nationalökonomie öffnet sich nicht neuen unorthodoxen Ansätzen, die in Folge der 68er Bewegung in anderen Ländern rezipiert werden. In der Betriebswirtschaftslehre machen sich, die in den USA bereits länger praktizierte Übernahme von psychologischen und soziologischen Modelle bemerkbar. In St. Gallen setzt sich die systemorientierte Managementlehre unter Hans Ulrich durch.

1973-1985: Planifikation

Bedeutungsverlust makroökonomischer und keynesianischer Modelle. Die Formalisierung und Mathematisierung sozialwissenschaftlicher Theoriebildung schreitet voran: Die neoklassische Theorie setzt sich in der Nationalökonomie durch. Die Betriebswirtschaftslehre befindet sich in der Aufbauphase: Einrichtung von Studiengängen; Ausdifferenzierung in verschiedene Teilgebiete (Marketing, Organisation & Personal, Betriebsinformatik).

1985-2000: Retreat of the State – zunehmende Durchsetzungskraft des Management-Modells

Der «neoliberale» Glaube an die regulativen und wohlfahrtsstiftenden Kräfte des Marktes setzt sich durch. Die dogmatische Verengung in der Nationalökonomie geht einher mit einer technokratischen Professionalisierung der Ausbildung. Während die Volkswirtschaftslehre massiv an Bedeutung verliert, expandiert die Betriebswirtschaftslehre. Die im wirtschaftswissenschaftlichen Feld schon immer starke Allianz zwischen Forschung und Wirtschaft verstärkt sich: Die neoliberale Logik durchdringt immer stärker die Forschungseinrichtungen (New Public Management-Modell, Bologna-Modell).